



Luxembourg, le 30 SEP. 2011

CO	WA	US	RT
ENTREE LE			
04 OCT. 2011			
Sect.			
ABI	ENECO S.A.		ABVI
ABII	ABIII	ABIV	ABV

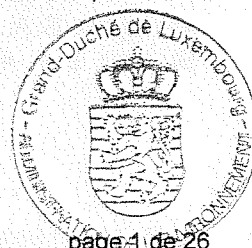
Arrêté N° : 1/11/0004/DD

**LE MINISTRE DELEGUE AU DEVELOPPEMENT
DURABLE ET AUX INFRASTRUCTURES,**

Vu l'arrêté ministériel N° 98/PD/02 du 20/10/1999 tel que modifié par l'arrêté ministériel N° 98/PD/02-01 du 14/04/2000 délivré par le Ministre de l'environnement à la S.A. Recyma, 7, rue Alcide de Gasperi, L-1615 Luxembourg, en vertu de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets et couvrant l'aménagement et l'exploitation d'un centre régional de gestion de déchets inertes, sur un fonds sis à Hosingen et inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section «E» dite de Hosingen, sous les Nos 885/2687, 886, 887/2836 (partie), 888/3187 (partie), 890/1112, 891, 892, 893, 895/2837, 898, 899, 900, 901/2688, 902/2689, 932/2, 932/2707, 936/2566, 938/2708, 938/2709, 938/2710, 938/2711, 929/3022, 1007/2714, 1010, 1011/2023, 1011/2024, 1011/2715, 945/2091, 999/3045, 1000, 1003, 1004/1614, 1004/1615, 1007/1976, 1007/1977, 1007/3007, 1007/3008, 1009/2349 et 1009/2350; et plus particulièrement les éléments suivants:

- ♦ une décharge à ciel ouvert pour matières inertes, d'une capacité de 1'300.000 m³ et comprenant les éléments suivants:
- ♦ une installation mobile de recyclage- concassage/criblage d'une capacité maximale de 150 Mg/heure;

Vu la demande du 07/01/2011, présentée par ENECO S.A., aux fins d'obtenir l'autorisation de pouvoir procéder à l'agrandissement et au surhaussement de la décharge à ciel ouvert pour déchets inertes faisant partie intégrante du centre de gestion pour déchets inertes tel que mentionné au premier alinéa; que plus particulièrement l'agrandissement de la décharge s'étend sur un fonds sis à Hosingen et inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section «E» dite de Hosingen, au lieux-dits «Mielbam», «Happerfeld» et «Héicht» sous les Nos 932/2707, 997, 885/2687, 892, 895/2837, 901/2688, 902/2689, 904/2690, 908/2692, 911/2693, 912, 913/2838, 926/2910, 927/2703, 928/2704, 929/3022, 932/2, 936/2566, 938/2708, 938/2709, 938/2710, 938/2711, 945/2090, 952/1970, 952/2567, 952/2568, 955, 956, 959/1739, 962/2020, 962/2021, 962/2022, 963/1491, 963/1492, 964, 965/3146, 978/3147, 979/3633, 979/3634, 979/3635, 979/3839, 981/1972, 981/1973, 984/2275, 986/2913, 988/2347, 988/2348, 990/2569, 993/1129, 993/2639, 998/, 999/3044, 999/3045, 1000, 1002/1131, 1003, 1004/1614, 1004/1615, 1007/1976, 1007/1977, 1007/2714, 1007/3007, 1007/3008, 1009/2349, 1009/2350, 1010, 1011/2023, 1011/2024, 1011/2715, 1017/4490; que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour les éléments suivants:



- ♦ L'extension de la décharge existante pour un volume totale d'approximativement $3.87 \cdot 10^6 \text{ m}^3$ de déchets inertes répartie en:
 - le surhaussement de la décharge existante sur une surface de 18 ha et résultant dans un volume additionnel $1.76 \cdot 10^6 \text{ m}^3$;
 - L'agrandissement de la décharge sur une surface totale de 36 ha résultant dans un volume additionnel $2.11 \cdot 10^6 \text{ m}^3$;
 - et comprenant entre autres, les éléments suivants :
 - l'adaptation de la clôture et du portail d'entrée;
 - l'aménagement de deux digues antibruit additionnelles pour limiter l'impact acoustique durant les phases 3 (près du rond-point), 4 et 5 (près des maisons direction Schinker) à l'est du site ;
 - l'aménagement de divers bassins de rétention d'eaux dont plus particulièrement:
 - * un bassin de rétention RB1 d'une capacité volumétrique de $2'183 \text{ m}^3$, réalisé en tant que deux bassins, dont un temporaire (RB1.2. durant la phase 1) d'une capacité de $2'033 \text{ m}^3$, disposant de deux bassins de décantation d'une capacité de 475 m^3 et un biotope "T" d'une capacité volumétrique de 150 m^3 ;
 - * un bassin de rétention RB2 d'une capacité volumétrique de $2'206 \text{ m}^3$, disposant d'un bassin de décantation temporaire;
 - * un bassin de rétention RB3 d'une capacité volumétrique de $1'221 \text{ m}^3$ disposant de bassins de décantation temporaires;
 - * un biotope "T" d'une capacité volumétrique de 150 m^3 ;
 - la zone d'entrée et de recyclage abritant entre autre;
 - un parking pour visiteurs;
 - une bascule;
 - des conteneurs abritant les bureaux et locaux sociaux (existent);
 - un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de $4'000 \text{ m}^3$ pour matières inertes destinées à être recyclées;
 - un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de $4'000 \text{ m}^3$ pour matières inertes recyclées;
 - une aire pour entreposer une installation mobile de concassage/tamissage;
 - un conteneur destiné au stockage de pièces de rechange;
 - un groupe électrogène d'une puissance nominale de 135 kVA (108 kW) muni d'un réservoir pour gasoil de 349 litres et d'un réservoir supplémentaire de 2'000 litres;
 - quatre conteneurs destinés à l'entrestockage de déchets/résidus résultant des activités de recyclage;
 - une aire de ravitaillement et de stationnement d'une surface d'environ 400 m^2 ;
 - une installation de lavage de pneus;
 - un bassin de rétention d'eaux une capacité totale d'environ 750 m^3 ;
 - une cuve de rétention en acier d'une capacité de 140 m^3 , située près de l'installation de lavage pour pneus;
 - deux installations de lavage pour pneus (une avec rouleaux et une avec bassin) ;
 - une séparateur à coalescence (NG20) supplémentaire comprenant un bassin de sédimentation de 5'000 litres;
 - l'extension de la digue antibruit abritant la zone d'entrée et de recyclage vers l'est;
 - l'aménagement de deux digues anti-vu et anti-bruit supplémentaires à l'est du site;
 - Divers engins mis en oeuvre sur le site dont plus particulièrement:
 - un bulldozer sur chenilles;
 - deux pelles mécaniques sur roues;
 - un rouleau compresseur;
 - L'aménagement de trois piézomètres de reconnaissance:

Vu le rapport de juin 2010 faisant partie intégrante de la demande précitée, intitulé «Recyma S.A., Inertstoffdeponie Hosingen, Überhöhung und Erweiterung» établi par Oeko-Bureau, b.p. 44, L-3701 Rumelange, conformément au règlement grand-ducal du 7 mars

2003 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement en relation avec le surhaussement et l'agrandissement du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen;

Vu le rapport N° 09 01 089/01 du 1er février 2010 faisant partie intégrante de la demande précitée et de l'évaluation des incidences sur l'environnement, établi par l'organisme agréé Kramer Schalltechnik G.m.b.H., Siegburgerstrasse 39, D-53757 Sankt Augustin relatif à la situation acoustique engendrée par le centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen;

Vu le rapport du 19 février 2010 faisant partie intégrante de la demande précitée et de l'évaluation des incidences sur l'environnement, établi par l'organisme agréé Ingenieurbüro für Meteorologie und technische Ökologie, Tulpenhofstraße 45, D-63067 Offenbach am Main relatif à l'évaluation des immissions supplémentaires par des poussières et poussières PM10 résultant de l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen;

Vu la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

Vu le règlement grand-ducal du 13 novembre 2002 remplaçant l'annexe I de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets et l'annexe IV du règlement grand-ducal du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets ;

Vu la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière de l'environnement ;

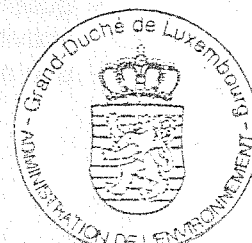
Vu la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement;

Considérant que les conditions d'exploitation visant la protection de l'air, de l'eau, du sol, du sous-sol, de la faune et de la flore ainsi que la lutte contre le bruit et l'élimination des déchets en provenance de l'exploitation même de l'établissement tombent aussi sous le champ d'application de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, que des dispositions y relatives sont formulées de façon plus précise dans l'arrêté ministériel délivré en vertu de cette loi;

Vu le plan de situation et celui des lieux ;

ARRÊTE

Article 1er: L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'aménagement et d'exploitation suivantes:



1. Opérations autorisées

- 1) Sont autorisés à la S.A. Recyma, b.p. 1304, L-1013 Luxembourg sur un fonds sis à Hosingen, inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section «E» dite de Hosingen, sous les Nos 885/2687, 886, 887/2836 (partie), 888/3187 (partie), 890/1112, 891, 892, 893, 895/2837, 898, 899, 900, 901/2688, 902/2689, 932/2, 932/2707, 936/2566, 938/2708, 938/2709, 938/2710, 938/2711, 929/3022, 1007/2714, 1010, 1011/2023, 1011/2024, 1011/2715, 945/2091, 999/3045, 1000, 1003, 1004/1614, 1004/1615, 1007/1976, 1007/1977, 1007/3007, 1007/3008, 1009/2349 et 1009/2350; couvrant une surface totale d'approximativement 54 ha les opérations et procédés suivants:

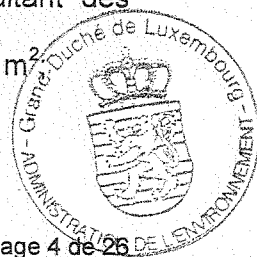
Exploitation d'un centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés comprenant:

D1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge, etc.)

R5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques

et plus particulièrement:

- ♦ L'extension de la décharge existante pour un volume totale d'approximativement $3.87 \cdot 10^6 \text{ m}^3$ de déchets inertes répartie en:
 - le surhaussement de la décharge existante sur une surface de 18 ha et résultant dans un volume additionnel $1.76 \cdot 10^6 \text{ m}^3$;
 - L'agrandissement de la décharge sur une surface totale de 36 ha résultant dans un volume additionnel $2.11 \cdot 10^6 \text{ m}^3$;
 - et comprenant entre autres, les éléments suivants :
 - l'adaptation de la clôture et du portail d'entrée;
 - l'aménagement de deux digues antibruit additionnelles pour limiter l'impact acoustique durant les phases 3 (près du rond-point) ainsi que 4 et 5 (près des maisons direction Schinker) à l'est du site ;
 - l'aménagement de divers bassins de rétention d'eaux dont plus particulièrement:
 - * un bassin de rétention RB1 d'une capacité volumétrique de $2'183 \text{ m}^3$, réalisé en tant que deux bassins, dont un temporaire (RB1.2. durant la phase 1) d'une capacité de $2'033 \text{ m}^3$, disposant de deux bassins de décantation d'une capacité de 475 m^3 et un biotope "T" d'une capacité volumétrique de 150 m^3 ;
 - * un bassin de rétention RB2 d'une capacité volumétrique de $2'206 \text{ m}^3$, disposant d'un bassin de décantation temporaire;
 - * un bassin de rétention RB3 d'une capacité volumétrique de $1'221 \text{ m}^3$ disposant de bassins de décantation temporaires;
 - * un biotope "T" d'une capacité volumétrique de 150 m^3 ;
 - la zone d'entrée et de recyclage abritant entre autre;
 - un parking pour visiteurs;
 - une bascule ;
 - des conteneurs abritant les bureaux et locaux sociaux;
 - un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de $4'000 \text{ m}^3$ pour matières inertes destinées à être recyclées;
 - un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de $4'000 \text{ m}^3$ pour matières inertes recyclées;
 - une aire pour entreposer une installation mobile de concassage/tamissage;
 - un conteneur destiné au stockage de pièces de rechange;
 - un groupe électrogène d'une puissance nominale de 135 kVA (108 kW) muni d'un réservoir pour gasoil de 349 litres et d'un réservoir supplémentaire de $2'000$ litres;
 - quatre conteneurs destinés à l'entrestockage de déchets/résidus résultant des activités de recyclage;
 - une aire de ravitaillement et de stationnement d'une surface d'environ 400 m^2



- une installation de lavage de pneus
- un bassin de rétention d'eaux une capacité totale d'environ 750 m³;
- une cuve de rétention en acier d'une capacité de 140 m³, située près de l'installation de lavage pour pneus;
- deux installations de lavage pour pneus (une avec rouleaux et une avec bassin) ;
- une séparateur à coalescence (NG20) supplémentaire comprenant un bassin de sédimentation de 5'000 litres;
- l'extension de la digue antibruit abritant la zone d'entrée et de recyclage vers l'est;
- Divers engins mis en oeuvre sur le site dont plus particulièrement:
 - un bulldozer sur chenilles;
 - deux pelles mécaniques sur roues;
 - un rouleau compresseur;
- L'aménagement de trois piézomètres de reconnaissance;

2. Modalités d'application

- 1) Le présent arrêté ne concerne que l'installation et l'exploitation d'un centre régional pour la gestion de déchets inertes dénommé ci-après "établissement", en vertu de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.
- 2) L'établissement doit être aménagé et exploité conformément au dossier de demande du 7 janvier 2011 introduit par le bureau d'études Eneco S.A., 22, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern au nom et pour le compte de la S.A. Recyma, b.p. 1304, L-1013 Luxembourg aux plans et indications techniques y inclus sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.
Ainsi le dossier de demande fait partie intégrante du présent arrêté. L'original du dossier de demande qui, vu sa taille et sa nature, n'est pas joint au présent arrêté, peut être consulté par tout intéressé au siège de l'Administration de l'environnement sans déplacement.
- 3) Sauf indication contraire, les résultats des contrôles imposés en relation avec la protection de l'environnement doivent être tenus à disposition des autorités compétentes auprès de l'entreprise pendant un délai de cinq ans.
- 4) Le présent arrêté ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres textes législatifs applicables en la matière.
- 5) Le présent arrêté peut être modifié ou complété en cas de nécessité. Il peut être retiré lorsque son titulaire ne respecte pas ou plus les conditions y mentionnées ou les prescriptions légales et réglementaires.
- 6) L'exploitant doit se conformer aux conditions et restrictions qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la prévention et de la gestion des déchets.
- 7) Toute cessation d'activité, même partielle, doit être déclarée aux autorités compétentes sans délai.
- 8) Le contrôle d'inspection de l'établissement par les agents de l'autorité compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.
- 9) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie du présent arrêté doit être mise à la disposition des autorités de contrôle compétentes.

- 10) Lors d'un contrôle d'inspection, l'exploitant doit mettre à la disposition des agents chargés d'effectuer ces contrôles les équipements de protection nécessaires.
- 11) L'établissement doit être mis en exploitation dans un délai de 24 mois. L'exploitant doit communiquer au préalable à l'Administration de l'environnement la date du début du chantier ainsi que la date de démarrage des installations et/ou des activités de l'établissement.
- 12) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

3. Aménagement de l'établissement

3.1. Dispositions générales

- 1) D'une façon générale, l'exploitant doit mettre en oeuvre toutes les mesures opérationnelles et techniques nécessaires afin de prévenir, dans la mesure du possible, à toute atteinte directe ou indirecte, volontaire ou involontaire à l'environnement humain ou naturel provenant des déchets acceptés dans son établissement. En outre, l'établissement et les infrastructures afférentes doivent être maintenus dans un état impeccable.
- 2) L'établissement doit disposer d'un éclairage suffisant afin de permettre aux différentes personnes, dont plus particulièrement les personnes chargées du contrôle, d'accomplir leur fonction de façon optimale, même en période d'obscurité. Cette disposition vaut également pour les activités de déchargement des déchets sur la décharge, y inclus toutes les activités y relatives.

3.2. L'aménagement de l'entrée

- 1) L'accès vers l'établissement doit être muni d'une porte solide haute d'au moins deux (2) mètres. Cette porte doit être érigée selon les règles de l'art et maintenue en un parfait état d'entretien. En dehors des heures d'ouverture, cette porte doit être fermée à clef. La clef doit être disponible à tout moment auprès du responsable de l'établissement ou de son représentant.
Une porte pour l'établissement couvert par le présent arrêté en particulier n'est pas nécessaire, si l'établissement se trouve dans l'enceinte d'un site dûment autorisé et disposant déjà d'une porte remplissant les critères requis dans la présente disposition.
- 2) Un panneau d'information doit être apposé visiblement à l'entrée de l'établissement mentionnant au moins les informations suivantes:
 - Le nom de l'établissement ;
 - Le nom et l'adresse exacte de l'exploitant ;
 - Les numéros et les dates des autorisations.

Ce panneau doit être en matière résistante et les inscriptions doivent être indélébiles. Le panneau doit avoir au moins une largeur de 120 cm et une hauteur de 100 cm.

3.3. L'aménagement de la clôture

- 1) Toutes les dispositions doivent être prises afin de prévenir toute intrusion de personnes non autorisées.
En particulier, l'ensemble de l'établissement doit être entouré d'une clôture solide, haute de deux (2) mètres au moins et érigée selon les règles de l'art.
Une clôture pour l'établissement couvert par le présent arrêté en particulier n'est pas nécessaire, si l'établissement se trouve dans l'enceinte d'un site dûment autorisé et disposant déjà d'une clôture remplissant les critères requis dans la présente disposition.

3.4. L'entreposage de terre décapée

- 1) L'établissement doit disposer sur le site d'une ou de plusieurs aires spécifiques délimitées pour entreposer les quantités de terre végétale décapée au préalable.

3.5. La zone de recyclage

- 1) Dans l'établissement, une zone destinée aux opérations de valorisations couvertes par le présent arrêté doit être prévue. Elle doit être clairement délimitée et signalisée comme telle et doit être aménagée de façon à y permettre une manipulation des déchets en respectant les règles générales de sécurité, de salubrité et de propreté et notamment les conditions fixées dans le présent arrêté. En outre, l'exploitant doit prendre des mesures appropriées pour éviter une atteinte à l'environnement en provenance des déchets entreposés.
- 2) Cette zone doit être conçue de façon à permettre l'entreposage séparé des différents types de déchets recyclables et recyclés. L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour éviter, dans la mesure du possible, leur mélange ainsi que leur entraînement par les intempéries, les eaux de pluie ou de ruissellement.

3.5.1. Les aires d'entreposage pour déchets recyclables et recyclés

- 1) La zone de valorisation doit comprendre, entre autres, deux aires séparées pour entreposer respectivement les déchets en attente d'un traitement et les déchets traités. Elles doivent disposer d'un sol consolidé en un matériel reconnu résistant aux opérations et manoeuvres usuelles lors de la manipulation des déchets en question. La capacité maximale des entrepôts pour déchets recyclables et déchets recyclés ne doit pas dépasser, pour chacun 4000 m³.

3.5.2. L'aire d'entreposage pour l'installation de recyclage

- 1) En outre, la zone destinée aux opérations de valorisations doit disposer d'une aire spécifique pour entreposer l'installation mobile de concassage criblage.

3.5.3. L'aire multifonctionnelle

- 1) Une aire multifonctionnelle doit être aménagée et délimitée dans la zone d'entrée. Elle doit pouvoir servir à l'entreposage des engins mis en oeuvre dans le cadre de l'exploitation ainsi qu'à leur ravitaillement. D'autre part, elle doit pouvoir servir d'aire



d'entreposage pour des déchets inacceptables et/ou douteux amenés à l'établissement ou de déchets dont les formalités ne sont pas en règle.

Cette aire doit disposer d'un sol en béton étanche de la qualité B35 au moins ou en un matériel équivalent garantissant le même degré d'étanchéité et de longévité. L'exploitant doit prévoir une capacité minimale de stockage sur cette aire de 300 m³.

- 2) En outre, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées afin d'éviter que les déchets en question ne soient dilués, mélangés ou entraînés de quelque façon que ce soit ni par les intempéries, ni par les précipitations ou les eaux de ruissellement.

3.6. Les travaux d'aménagement

- 1) Tous les travaux, équipements et installations de l'établissement doivent être effectués selon les règles de l'art et conformément aux connaissances techniques les plus récentes.
- 2) Après que les travaux de réalisation de l'établissement sont terminés, l'exploitant doit fournir à l'Administration de l'environnement les plans d'exécution définitifs et complets des divers aménagements.
Les dispositions du présent point s'appliquent par analogie pour la réalisation et l'achèvement de chacune des phases de l'établissement.
- 3) L'exploitant doit procéder à une vérification périodique de la planification des phases de la décharge et plus particulièrement des calculs de stabilité et la capacité résiduelle.

4. Acceptation et contrôle des déchets

4.1. Les déchets acceptables à l'établissement

- 1) Peuvent être acceptés à l'établissement, les déchets inertes énumérés à l'annexe I du présent arrêté et qui ont été produits sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.
- 2) Sont explicitement exclus de l'acceptation dans l'établissement, les déchets suivants:
 - a) déchets de chantier:
déchets provenant d'activités de construction, de rénovation ou de démolition et contenant par exemple des restes de peintures, des emballages, des câbles électriques, des matières plastiques, etc.
 - b) déchets contaminés:
Les déchets tels que repris à l'annexe I du présent arrêté mais contaminés par des substances:
 - pouvant constituer un risque pour le sol, les eaux souterraines ou de surface ou pour l'environnement humain ou naturel en général et/ou
 - qui tombent sous le champ d'application du règlement grand-ducal du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux.En outre, en ce qui concerne spécifiquement les déchets destinés à être mis en décharge, les déchets tels que repris à l'annexe I du présent arrêté mais présentant des contaminations dépassant les valeurs limites reprises à l'annexe II, point 2.3.2. du règlement grand-ducal du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.
Ne constitue pas une contamination au sens du présent arrêté le



dépassement des valeurs limites susmentionnées par la présence naturelle de substances dans les déchets inertes pour autant que ces déchets proviennent de la région où la décharge est située;

c) déchets meubles:

déchets liquides, semi-liquides, pulvérulents ou ayant d'une façon générale une consistance mettant en cause la stabilité propre de la décharge.

4.2. Le contrôle des déchets

4.2.1. Les dispositions générales

- 1) Avant d'accepter des déchets à l'établissement, l'exploitant de l'établissement doit s'assurer que les déchets correspondent aux dispositions du présent arrêté.
- 2) Les déchets ne peuvent être acceptés qu'après avoir subi un contrôle visuel à l'entrée de l'établissement ainsi qu'un pesage.
- 3) Lors de l'acceptation des déchets à l'établissement, un recensement est à effectuer à l'unité de contrôle à l'entrée. Pour chaque arrivage, les données suivantes sont à enregistrer:
 - La nature du déchet en indiquant le code luxembourgeois correspondant ;
 - La quantité en unités de poids ;
 - L'origine du déchet (commune N° du chantier, etc.) ;
 - Le nom et l'adresse exacte du producteur ou du détenteur du déchet ;
 - La date et l'heure de réception ;
 - L'identification du moyen de transport ;
 - Le nom et l'adresse exacte du transporteur ;
 - Le cas échéant, le numéro du document d'accompagnement conformément aux dispositions légales relatives aux transferts de déchets.
- 4) Après l'inspection à l'unité de contrôle, les véhicules acceptés sont à diriger vers la décharge. L'exploitant doit assurer que seuls des véhicules inspectés et acceptés à l'unité de contrôle accèdent à l'établissement.
- 5) Lors de tout déchargement de déchet, une personne désignée par le responsable de l'établissement doit procéder au contrôle visuel du déchargement (Schüttkontrolle).

4.2.2. Les mesures à prendre lors d'arrivages non conformes

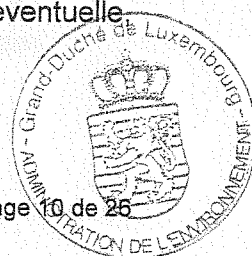
- 1) Au cas où le contrôle à l'entrée ferait apparaître des déchets qui ne sont pas acceptables à l'établissement, les déchets en question doivent être refusés. L'Administration de l'environnement doit en être informée dans les meilleurs délais.
- 2) Au cas où le contrôle visuel lors du déchargement ferait apparaître des déchets qui ne sont pas acceptables à l'établissement ceux-ci doivent être collectés, entreposés de façon appropriée et valorisés ou éliminés selon un procédé conforme à leur nature et dans des installations dûment autorisées.
- 3) L'exploitant peut obliger le détenteur ou le transporteur des déchets refusés à les reprendre en vue de leur valorisation ou de leur élimination appropriées. Dans la

mesure du possible, ces personnes sont alors à informer des possibilités qui existent pour la valorisation ou l'élimination appropriées des déchets en question.

- 4) Les natures et les quantités de déchets ainsi détectés et les mesures prises sont à inscrire dans le journal tel qu'énoncé au chapitre 5.1.2. du présent arrêté ensemble avec les informations relatives à la livraison en question. L'Administration de l'environnement en est à informer dans les meilleurs délais.

4.2.3. Les véhicules/ conteneurs renfermant des déchets douteux

- 1) Au cas où il existe une présomption relative à la présence d'une contamination des déchets par des substances dangereuses, aucun déchargement ne peut être envisagé sans que des analyses aient fourni la preuve que les déchets soient conformes aux dispositions du présent arrêté. Pour le cas où le véhicule est immobilisé à l'intérieur de l'établissement, le véhicule ou conteneur en question doit être entreposé sur l'aire de stationnement pour véhicules ou conteneurs douteux.
- 2) L'absence d'une contamination est considérée comme prouvée, lorsque les critères d'admission déterminés à l'annexe II, point 2.3.2. du règlement grand-ducal du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets ne sont pas transgressés. Néanmoins, lorsqu'il existe des soupçons concernant une contamination avec des substances ou éléments autres que ceux mentionnés dans ce règlement grand-ducal, l'absence d'une pollution ne peut être certifiée que par l'Administration de l'environnement.
- 3) Le cas échéant, au moins deux échantillons représentatifs sont pris des déchets en question et analysés afin d'identifier le produit et de vérifier son aptitude à être admis à l'établissement. Durant la période des analyses, le véhicule ou le conteneur restent immobilisés sur l'aire de stationnement pour véhicules et conteneurs douteux.
- 4) Pour chaque échantillon ainsi pris, une partie témoin doit être gardée pour une durée d'au moins un an. Les résultats des analyses sont à documenter dans le journal tel qu'énoncé au chapitre 5.1.2. du présent arrêté.
- 5) La prise des échantillons ainsi que l'exécution des analyses dont lieu aux points précédents, sont faites par un organisme agréé conformément à la loi du 21 avril 1993, relative à l'agrément de personnes physiques et morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement. Les frais de la prise d'échantillons et des analyses sont à charge du transporteur, respectivement du producteur ou du détenteur du déchet.
- 6) Pour le cas où le transporteur refuse de faire analyser les déchets et qu'il repart de la décharge, l'exploitant doit tout de suite informer la division des déchets de l'Administration de l'environnement en indiquant les informations suivantes:
 - Le nom du transporteur ;
 - La date et l'heure de l'incident ;
 - Le numéro d'immatriculation du véhicule concerné ;
 - La quantité en poids ou en volume ;
 - La matière polluante soupçonnée être dans les matières inertes ;
 - Toute autre information intéressante ou connue (origine, destination éventuelle etc.).



5. Gestion de l'établissement

5.1. L'information et la documentation

5.1.1. Le règlement d'ordre interne

- 1) Préalablement à la mise en exploitation de l'établissement, l'exploitant doit établir un règlement d'ordre interne. Ce règlement doit inclure les prescriptions principales relatives à la sécurité et à l'ordre à l'intérieur de l'établissement ainsi que, le cas échéant, les dispositions concernant l'acceptation de déchets. Il doit être régulièrement mis à jour. Sa version initiale ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées doivent être communiquées sans délai aux autorités de contrôle compétentes.
- 2) Le règlement d'ordre interne doit également être respecté par les utilisateurs de l'établissement. A ces fins, il doit être affiché de façon claire et lisible au moins à l'entrée de l'établissement. En cas de conclusions de contrats entre l'exploitant de l'établissement et le détenteur de déchets, les dispositions relatives à l'acceptation de déchets doivent faire partie intégrante des contrats en question.

5.1.2. La tenue du journal

- 1) L'exploitant doit tenir un journal dans lequel toutes les données importantes relatives à la gestion de l'établissement sont inscrites. Le journal doit être instauré avant la mise en service de l'établissement.

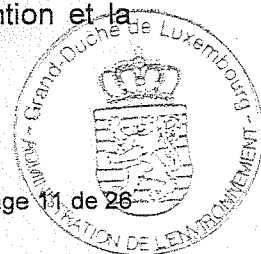
Au moins les points suivants doivent être mentionnés dans le journal:

- a) Les indications détaillées concernant les déchets acceptés destinés à la mise en décharge:

- La nature de déchets acceptés, en indiquant le code européen de déchets conformément au règlement grand-ducal du 13 novembre 2002 remplaçant l'annexe I de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets et l'annexe IV du règlement grand-ducal du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux et la dénomination du déchet communément utilisée;
- La quantité en unités de poids ;
- L'origine des déchets (commune, N° du chantier, etc.) ;
- Le secteur d'origine (état, communal, particulier, économie privé, collecte communale, résidus de recyclage) ;
- Le nom et l'adresse exacte du producteur ou du détenteur du déchet ;
- La date et l'heure de réception ;
- L'identification du moyen de transport ;
- Le nom et l'adresse exacte du transporteur ;
- Le cas échéant, le numéro du document d'accompagnement conformément aux dispositions légales relatives aux transferts de déchets.

- b) Les indications détaillées concernant les déchets recyclés:

- La quantité des déchets recyclés en unités de poids ;
- La nature de déchets recyclés, en indiquant le code européen de déchets conformément au règlement grand-ducal du 13 novembre 2002 remplaçant l'annexe I de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la



gestion des déchets et l'annexe IV du règlement grand-ducal du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux et la dénomination du déchet communément utilisée;

- La date du traitement et les installations mises en oeuvre;
- Le nom de l'opérateur;
- Le taux de recyclage obtenu;

c) Les indications détaillées concernant les matériaux quittant l'établissement :

- La nature des matériaux avec, le cas échéant, le code européen de déchets conformément au règlement grand-ducal du 13 novembre 2002 remplaçant l'annexe I de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets et l'annexe IV du règlement grand-ducal du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux et la dénomination du déchet communément utilisée ;
- La quantité en unités de poids ;
- La destination avec le cas échéant, indication exacte des coordonnées du destinataire (adresse, parcelles cadastrales, bornes, marques, etc.) ;
- L'identification du moyen de transport ;
- Le nom et l'adresse exacte du transporteur.

d) Les résultats des contrôles et, le cas échéant, les analyses effectués par l'exploitant de l'établissement ;

e) Les événements particuliers, dont notamment des incidents quelconques avec indication des causes probables et des mesures prises ;

f) Les heures de fonctionnement et les heures d'arrêt des installations de l'établissement ;

g) La nature et l'envergure des travaux de maintenance.

- 2) En outre, toutes les autres informations mentionnées en tant que telles dans le présent arrêté, toutes les autres preuves éventuellement requises par les autorités compétentes ainsi que les résultats afférents sont à inscrire dans le journal.
- 3) Le cas échéant, le journal peut être subdivisé en chapitres ou dossiers séparés. Dans ce cas, les dispositions concernant le journal sont applicables respectivement pour les différents chapitres et/ou dossiers.
- 4) Le journal doit être certifié au moins une fois par semaine par le responsable de l'établissement ou par son représentant.
- 5) Le journal doit être tenu par des moyens informatiques. Des sauvegardes régulières ou tout autre procédé approprié doivent garantir que les données ne peuvent pas être perdues. L'accès au programme et aux données y relatives doit être rendu impossible à toute personne non autorisée.
- 6) Le journal doit pouvoir être rendu disponible de façon claire et lisible à tout moment aux autorités compétentes.

5.1.3. Le rapport annuel

- 1) Au plus tard un mois après finalisation des travaux de remblayage de la gravière, l'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'environnement un rapport mentionnant au moins les points suivants:

- a) Un résumé des données reprises au point 5.1.2.1) a) ;
- b) Un résumé des données reprises au point 5.1.2.1) b) ;
- c) Un résumé des données reprises au point 5.1.2.1) c) ;
- d) Les données reprises au point 5.1.2.1) d) ;
- e) Un résumé des données reprises au point 5.1.2.1) e) ;
- f) Un résumé des données reprises aux points 5.1.2.1) f), g) ;
- g) Indication des volumes des différentes matières entreposées à l'établissement.
(en attente d'être recyclées, recyclées, déchets extraits, etc.).

Pour les données reprises au point 5.1.2.1) d) et f) une évaluation doit être effectuée par l'exploitant.

Le cas échéant, l'Administration de l'environnement peut prescrire l'utilisation d'un format préétabli.

5.1.4. L'archivage des informations

- 1) Le journal tel que mentionné au point 5.1.2.1) et le rapport tel que mentionné au point 5.1.3.1) doivent être gardés au moins jusqu'au moment où les autorités ont libéré l'établissement du suivi et du contrôle après sa fermeture. La conservation du journal durant cette période doit se faire sur un support et dans des conditions à garantir le maintien de l'information y contenue.

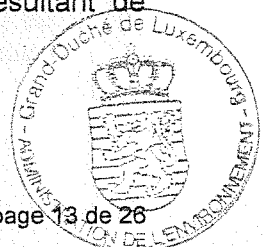
5.1.5. L'information des responsables de la commune

- 1) Le journal tel que mentionné au point 5.1.2.1) doit être rendu accessible sur demande aux autorités de la commune sur le territoire de laquelle se trouve l'établissement.
- 2) Le rapport tel que mentionné au point 5.1.3.1) doit être présenté sur demande par l'exploitant à l'administration communale de la commune sur le territoire de laquelle se trouve l'établissement avant la fin du mois de janvier de l'année suivant chaque exercice. Dans le cadre de cette présentation, l'exploitant devra fournir les informations supplémentaires éventuelles demandées par les représentants de la commune concernée.

5.2. Le personnel

5.2.1. Les dispositions générales

- 1) L'exploitant doit prévoir à tout moment la présence de personnel en nombre suffisant pour assumer le bon fonctionnement de l'établissement. Le personnel doit être qualifié pour les tâches auxquelles il est affecté.
- 2) L'établissement doit disposer d'une section s'occupant essentiellement des contrôles à effectuer conformément aux dispositions du présent arrêté.
- 3) Le personnel dirigeant doit présenter des connaissances approfondies dans la matière qui lui permettent de gérer l'établissement sans compromettre la qualité de l'environnement humain et naturel. Il doit être à même d'évaluer, en cas d'un accident, le plus vite possible et de façon compétente le potentiel de danger résultant de l'incident et de prendre directement les mesures justes et appropriées.



Les connaissances approfondies peuvent être acquises soit par une formation appropriée, soit par une expérience pratique de plusieurs années.

- 4) Les autres personnes travaillant à l'établissement doivent disposer d'une formation appropriée aux tâches desquelles elles sont chargées. Elles doivent être compétentes en la matière. La compétence peut être acquise soit par une formation appropriée, soit par une expérience pratique de plusieurs années.
- 5) Toutes les personnes travaillant dans l'établissement doivent faire preuve d'une grande fiabilité et d'un grand sérieux.
- 6) Les diplômes ainsi que, le cas échéant, les certificats faisant preuve d'une expérience pratique du personnel doivent être mis à la disposition des autorités de contrôle sur toute demande.
- 7) Le personnel dirigeant est responsable pour les instructions et la formation continue du personnel.

5.2.2. La manuel sur les procédures de travail

- 1) Aux fins d'application du point précédent, le personnel dirigeant doit rédiger, préalablement à la mise en service de l'établissement, un manuel renseignant sur les différentes procédures de travail. Pour autant que les procédures sont identiques, un manuel existant pour une décharge couverte par une autre autorisation peut être utilisé dans le cadre de la décharge couverte par le présent arrêté. De façon régulière, mais au moins une fois par an, ce manuel doit être revu et, le cas échéant, complété ou modifié. Chaque chapitre du manuel doit porter la date de sa rédaction ou de sa dernière modification.

Un exemplaire du manuel ainsi que de toutes ses modifications doit être remis à chacune des personnes travaillant à l'établissement. Au moins un exemplaire supplémentaire doit être gardé à l'établissement même. Sur demande, une copie du manuel doit être transmise aux autorités chargées du contrôle de l'établissement.

- 2) Le manuel doit obligatoirement comporter les points suivants:
 - l'ensemble des procédures de travail et de maintenance;
 - l'ensemble des procédures de contrôle requises pour l'acceptation des déchets;
 - les procédures de contrôle de l'établissement;
 - les obligations d'information et de documentation.
 - l'ensemble des procédures requises pour assurer la sécurité de l'établissement et pour éviter des pollutions ou des nuisances quelconques;
 - l'ensemble des actions ou mesures à prendre en cas d'alarme ou de sinistre;
 - l'ensemble des procédures à mettre en oeuvre en cas d'un incident quelconque;
 - les noms, adresses et numéros de téléphone des personnes ou instances à informer en cas de sinistre;
 - les tâches et les responsabilités de chaque personne travaillant dans l'établissement;

5.2.3. Les cours de formation spécifique

- 1) Le personnel dirigeant de l'établissement établit des cours de formation spécifiques pour les autres employés. Ces cours doivent notamment porter sur les sujets suivants:



- les différents risques, les mesures pour les éviter et les actions concrètes lors d'un accident ou d'un sinistre;
- l'utilisation correcte des différents dispositifs et équipements de protection;
- les différentes procédures de travail;
- les caractéristiques des différents produits manipulés.

Chaque cours de formation a une durée de validité de 2 ans au maximum. Après ce délai, le personnel dirigeant de l'établissement doit obligatoirement réviser les cours et, le cas échéant, les remettre à jour. Les cours doivent également être revus lorsque des procédures de travail ont été substantiellement modifiées.

- 2) Le personnel dirigeant de l'établissement doit veiller à ce que chaque employé participe régulièrement, mais au moins tous les deux ans, à des cycles complets de formation. Il tiendra un registre de la mise à jour des cours de formation et des cycles de formation auxquels ont participé les différents employés. Il peut déléguer ces tâches à une tierce personne qualifiée en la matière.

6. Conditions relatives à la décharge

6.1. Le calendrier des phases de remblayage

- 1) Préalablement aux travaux de réalisation de l'établissement, le calendrier sur les différentes phases de remblayage doit être mis à jour et parvenir à l'Administration de l'environnement. Ce plan devra comporter les endroits exacts d'entreposage prévus pour les différents matériaux durant les différentes phases d'exploitation. Les changements y relatifs doivent être communiqués sans faute.
- 2) Préalablement au dépôt des déchets inertes non contaminés sur le site de la décharge du centre de gestion pour déchets inertes, l'exploitant doit procéder au décapage de la terre arable sur une profondeur d'au moins 30 cm.

6.2. L'intégration des déchets dans le corps de la décharge

- 1) L'intégration des déchets dans la décharge doit se faire en respectant les dispositions suivantes :
 - a) Les surfaces en exploitation doivent être réduites au minimum et de façon à procéder dans les meilleurs délais au recouvrement final des parties terminées de la décharge.
 - b) L'exploitant doit disposer à tout moment d'équipements et de matériel suffisants pour assurer l'intégration sans délai des déchets dans le corps de la décharge. L'intégration des déchets dans le corps de la décharge doit se faire notamment en vue de réduire des tassements à un minimum et à long terme.
 - c) Le corps de la décharge doit être construit de façon à ce qu'il soit stable en lui-même et par rapport à son voisinage.
 - d) Toutes les mesures doivent être prises pour éviter des creux dans le corps de la décharge. A cet effet et nonobstant d'autres dispositions éventuellement fixées par d'autres instances en application d'autres textes réglementaires, les déchets inertes doivent être incorporés en couches fines, n'excédant pas 1 [m] et compactés à l'aide d'engins appropriés correspondant à la nature des remblais et aux conditions atmosphériques.

6.3. Le contrôle et la surveillance de la décharge

6.3.1. Le contrôle de la décharge durant la phase d'exploitation

- 1) L'exploitant doit contrôler régulièrement la conformité du remblayage (pentes des talus, hauteurs, formes, etc.) avec les indications contenues dans le dossier de demande ainsi qu'avec les prescriptions du présent arrêté.
- 2) Toutes les dispositions doivent être prises pour faciliter l'intervention de l'autorité compétente ainsi que des organismes agréés.
- 3) Lors de tout déchargement de déchets, une personne désignée par l'exploitant doit procéder à un contrôle visuel sur place (Sichtkontrolle).
- 4) L'exploitant doit procéder régulièrement, mais au moins une fois par an et par transporteur à des contrôles par sondage des déchets amenés à l'établissement. Ces contrôles doivent couvrir au moins les critères d'acceptation tels qu'ils sont fixés au point 2.1.2.2. de l'annexe I du règlement grand-ducal du 17 février 2006 modifiant le règlement grand-ducal du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

6.3.2. Le gardiennage de l'établissement

- 1) La surveillance de l'établissement doit être rendue possible moyennant un équipement technique approprié.
- 2) L'exploitant doit effectuer des contrôles réguliers pour s'assurer du bon état et du bon fonctionnement des équipements et infrastructures faisant partie de l'établissement.
- 3) Ces contrôles doivent être réalisés par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet comme précisé au chapitre 5.2. - "Conditions concernant le personnel".
- 4) Les résultats des contrôles sont à inscrire dans le journal mentionné au chapitre 5.1.2. et à signer par la personne qui les a effectués.

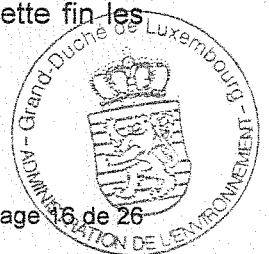
7. Protection de l'air

7.1. Les dispositions générales

- 1) Toute incinération à l'établissement est interdite.
- 2) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions afin de prévenir, dans la mesure du possible, à une pollution de l'air engendrée par les activités sur ou en relation directe avec l'établissement. En général, les effluents ne doivent pas être à l'origine d'impacts négatifs sur le milieu naturel ambiant

7.1. Les rejets de poussières en particulier

- 1) D'une manière générale, l'exploitant doit mettre en oeuvre, dans le cadre de l'aménagement et de l'exploitation de l'établissement, des mesures appropriées afin de réduire au minimum l'effet d'érosion éolienne et l'envol de poussières. A cette fin les mesures suivantes sont à prendre:



- au fur et à mesure qu'une phase de remblayage atteint son niveau final, l'exploitant doit procéder au recouvrement par de la terre arable et à la finition définitive des surfaces concernées, l'épaisseur du recouvrement doit respecter les prescriptions arrêtées au chapitre 14.2.3. «Concernant la remise en état du site»;
 - les activités de recyclage par concassage/ criblage doivent être effectuées à l'aide d'installations autorisées sur les aires spécialement prévues à cet effet, le plus éloigné que possible des maisons d'habitation;
 - lors de temps sec, l'exploitant doit humidifier les déchets destinés à être recyclés en vue de réduire la génération de poussières respectivement lors du concassage et/ ou du criblage.
- 2) Afin de limiter l'impact des émissions de poussières sur la population avoisinante, l'incorporation des matières inertes dans la décharge pendant les périodes de temps sec doit se faire à l'endroit le plus éloigné des maisons d'habitation avoisinantes, ceci pour chaque phase de remblayage.
 - 3) Les chemins d'accès sur la décharge proprement dite doivent être consolidés à l'aide d'un matériau de roulement approprié et des mesures appropriées sont à prévoir en vue d'assurer le respect des limitations de vitesse sur la décharge. En cas de besoin et par temps sec ces chemins d'accès doivent être régulièrement arrosés.

8. Protection des eaux

8.1. Les dispositions générales

- 1) L'exploitant doit prendre toutes les mesures pour éviter que des eaux de surfaces des alentours ne pénètrent ni sur la décharge ni sur les aires de stockage des déchets recyclables. A cette fin, les eaux en provenance des terrains limitrophes, susceptibles de se déverser sur les aires en question, doivent être captées et déversées de façon contrôlée.
- 2) La disposition précédente reste valable même après la fermeture définitive de l'établissement en question pour la durée de gestion postérieure de l'établissement.
- 3) L'exploitant doit maintenir à disponibilité immédiate un stock suffisant de matériel absorbant pour produits écoulés.
- 4) L'établissement doit disposer de trois systèmes bassins de rétention pour eaux pluviales et de ruissellement. Les bassins de rétention doivent être réalisés en terre argileuse ou en un matériel équivalent, ne portant pas préjudice au milieu environnant.
- 5) Tous les systèmes de bassins de rétention doivent disposer de bassins de décantation en nombre, grandeur et disposition suffisantes à garantir dans leurs effluents une teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l.
- 6) Le premier système de bassins doit être aménagé au pied de la phase 1. Il est constitué d'un bassin temporaire (RB1.2.) et d'un bassin définitif (RB1.1), qui sera aménagé en tant que biotope après désaffectation définitive de la décharge, à charge de l'exploitant de fournir la preuve au préalable, que les cours d'eaux récepteur n'en subiront pas de dégradations.
Le bassin temporaire RB1.2. doit rester opérationnel au moins jusqu'à ce que les



surfaces des phases 1 et 2 soient recouvertes de plantations permettant de diminuer de façon significative la génération d'eaux de ruissellement lors de pluies abondantes.

- 7) Le deuxième système de bassins de rétention est aménagé au pied de la phase 2 (RB2).
- 8) Le troisième système de bassins de rétention (RB3) est situé au pied des phases 7 et 8 de la décharge. Il est constitué d'un bassin de rétention et d'une mare servant de biotope.
- 9) Les eaux provenant des systèmes de bassins RB1.1 et RB2 sont évacuées vers un vallon (Jäichgrändchen) déversant après 300 mètres à l'ouest dans le ruisseau «Léierbech».
- 10) Les eaux provenant du système de bassins RB3 sont directement évacuées vers le ruisseau «Léierbech».
- 11) Toutes les eaux superficielles sont soumises aux contrôles prévus par le règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

8.2. L'aire multifonctionnelle

- 1) L'exploitant doit prendre toutes les mesures opérationnelles et techniques requises afin de prévenir une éventuelle contamination des eaux de pluie et de ruissellement provenant de l'aire en question. Le cas échéant, ces eaux sont à valoriser ou éliminer conformément à la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

8.3. La protection des eaux souterraines

- 1) L'exploitant doit prendre toutes les mesures opérationnelles et techniques requises afin de prévenir une éventuelle contamination des eaux souterraines par les déchets entreposés sur l'aire en question.
- 2) A cet effet, au moins trois piézomètres doivent être aménagés. Un point doit être aménagé au nord, près de l'entrée sur le site, un autre près du bassin de rétention RB1.1. et un troisième près du bassin de rétention RB3.
- 3) Les points doivent être aménagés afin de garantir leur accès en toutes circonstances.
- 4) Les points de prises d'échantillons doivent être aménagés de façon à éviter toute pollution des eaux lors de leur confection ainsi que lors de l'exploitation de la décharge.

9. Protection du sol/sous-sol

9.1. Les dispositions générales

- 1) Sans préjudice d'autres dispositions ayant trait à la protection du sol/sous-sol mentionnées dans le présent arrêté, l'exploitant devra prendre toutes les dispositions afin de prévenir, dans la mesure du possible, une contamination du sol et/ou du sous-

sol par les activités entreprises dans le cadre de l'exploitation du centre régional de gestion de déchets inertes. A cette fin, les engins et installations mises en oeuvre à l'établissement doivent être dans un état impeccable.

9.2. L'aire multifonctionnelle

- 1) L'entreposage des engins de chantier mis en oeuvre à l'établissement ainsi que leur ravitaillement ne peut se faire que sur l'aire spécialement prévue et aménagée à cet effet.

10. Dispositions relatives aux incidents et sinistres

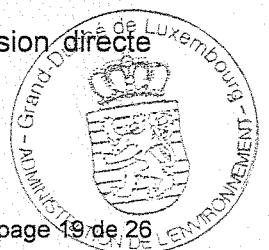
10.1. Les dispositions générales

- 1) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la construction et l'exploitation pour éviter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou du sol et du sous-sol.
- 2) D'une manière générale l'exploitant doit mettre en oeuvre toutes les mesures nécessaires en matière d'architecture, de technique et d'organisation de l'établissement garantissant lors d'un incident ou d'un sinistre quelconque une limitation des impacts sur l'environnement à un minimum.

10.2. L'enquête consécutive à un incident ou un sinistre

10.2.1. Les dispositions générales

- 1) Pour tous les cas où
 - une personne a été blessée ou a failli être blessée ;
 - au moins un récepteur ou conteneur a été renversé ;
 - une pollution quelconque a été produite ou a failli se produire ;
 - une partie d'un équipement technique s'est rompue pouvant produire ainsi un danger quelconque ;
 - ou plus généralement, un potentiel de danger quelconque s'est établi ;
 - un incendie s'est déclenché,une enquête y relative doit être menée. A cette enquête devront participer l'employé concerné, le cas échéant, la personne étrangère concernée (visiteur, contractant, chauffeur), les responsables de l'établissement et en cas d'accident grave, des délégués des autorités compétentes.
- 2) L'objet de l'enquête est de définir exactement les causes de l'incident ou du sinistre, les dangers qui en résultent ou qui auraient pu en résulter ainsi que les mesures à prendre afin d'éviter à l'avenir un tel incident / sinistre.
- 3) Les conclusions de l'enquête doivent être retenues dans un rapport dont une copie doit être transmise à chacune des personnes ayant participé à l'enquête et au moins dans une forme succincte, à chacun des autres employés. En outre, une copie du rapport intégral est à remettre à l'autorité compétente.
- 4) Le cas échéant, les conclusions de l'enquête doivent avoir une répercussion directe sur les prescriptions fixées dans le règlement d'ordre interne.



10.2.2. Conditions spécifiques

- 1) L'autorité compétente pourra, dans le cadre d'un sinistre
 - faire procéder à des analyses spécifiques;
 - faire développer un plan d'assainissement et d'élimination des déchets;
 - charger une entreprise de travaux visant à limiter et éviter les risques pour l'environnement.

Le coût de ces opérations est à charge de l'exploitant.

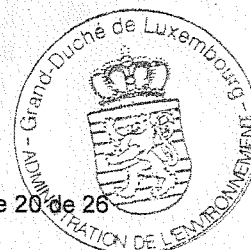
11. Dispositions particulières

11.1. La garantie financière

- 1) L'exploitant est tenu de constituer une garantie financière ou tout autre moyen équivalent, qui sont destinés à couvrir les frais estimés des procédures de désaffectation et, le cas échéant, les opérations de gestion postérieure du site d'exploitation.

L'exploitant devra régulièrement mettre à jour la garantie financière en tenant compte de l'évolution de l'établissement et du coût de vie. Les points suivants doivent au moins être considérés:

- Les coûts de l'évacuation, de la valorisation et/ou de l'élimination des déchets encore entreposés sur le site (ce point est à considérer pour le cas le plus défavorable) ;
- Les frais d'évacuation et, le cas échéant, d'assainissement des équipements se trouvant sur le site (conteneurs, aires consolidées, fondations, etc.) ;
- Les dispositions générales de remise en état du site pour l'intégrer dans le milieu environnant ;
tombent sous l'application du présent point:
 - L'enlèvement de la clôture entourant le site ainsi que du portail d'entrée ;
 - L'enlèvement de la chaussée d'accès ;
 - L'apport de terre arable pour les plantations ;
 - Le cas échéant, les plantations requises en vue d'une réintégration dans le milieu environnant.
- Les frais de gestion postérieure du site;
tombent sous l'application de ce point:
 - Le contrôle des tassements de la décharge et la réparation des dégâts éventuellement constatés durant aux moins les cinq années suivant la fermeture de la décharge ;
 - Le cas échéant, le contrôle des bassins de rétention ainsi que de leur fonctionnalité et les réparations des dégâts éventuellement constatés durant aux moins les cinq années suivant la fermeture de la décharge ;
 - Le cas échéant, le contrôle de qualité des eaux dans les bassins de rétention en utilisant les valeurs limites reprises en annexe au présent document durant aux moins les cinq années suivant la fermeture de la décharge.



- 2) L'exploitant doit, au plus tard trois mois après notification du présent arrêté, faire parvenir pour approbation à l'Administration de l'environnement une ou plusieurs propositions comment il entend constituer cette garantie financière.

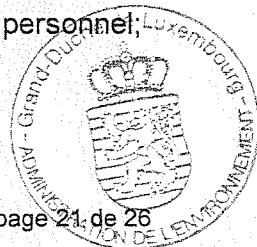
12 Réception et le contrôle de l'ensemble de l'établissement

12.1. Les dispositions générales

- 1) La réception ainsi que les contrôles requis dans le cadre du présent arrêté ne peuvent, sauf indication contraire de l'autorité compétente, être effectués que par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.
- 2) L'Administration de l'environnement doit être informée au préalable de la date exacte des réceptions/des contrôles. Une copie de chaque rapport de réception/ de contrôle doit être envoyée directement par l'organisme agréé à l'Administration de l'environnement. Simultanément chaque rapport est à envoyer à l'exploitant de l'établissement.
- 3) En outre, l'organisme agréé est tenu lors de la réception/ des contrôles de signaler sans délai à l'Administration de l'environnement tout défaut, toute nuisance ou toute situation qui constitue ou est susceptible de constituer une atteinte à l'environnement, ceci pour l'ensemble de l'établissement.
- 4) Si nécessaire, l'Administration de l'environnement pourra demander des contrôles et analyses supplémentaires.
- 5) L'Administration de l'environnement pourra procéder ou faire procéder à tout moment à des contrôles de l'exploitation sans que l'exploitant ne puisse s'y opposer.
- 6) Afin de permettre que la réception / les contrôles soient réalisés conformément aux exigences requises, l'exploitant doit mettre à la disposition de l'organisme agréé le présent arrêté, le dossier de demande intégral ainsi que toute autre pièce spécifique nécessaire.

12.2. La réception

- 1) L'exploitant doit charger un organisme agréé de procéder à la réception de l'établissement couvert par le présent arrêté. L'organisme agréé doit établir un rapport sur cette réception qui doit parvenir à l'Administration de l'environnement avant le démarrage des installations et/ou activités de l'établissement. Il doit et doit entre autres:
 - Contenir une vérification de la conformité de l'établissement avec
 - Les informations et plans figurant dans la demande d'autorisation (sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté);
 - Les indications et prescriptions du présent arrêté dont notamment les dispositions concernant le transport, le contrôle, l'entreposage, l'utilisation resp. le traitement et le suivi des déchets ainsi que la formation du personnel;



- Proposer si nécessaire, des dispositions supplémentaires qui permettront de respecter les exigences du présent arrêté;
- Mentionner toutes les modifications et/ou divergences de l'établissement et/ ou de l'exploitation par rapport aux dispositions du présent arrêté.

Au cas où le rapport de l'organisme agréé fait état de dispositions qui ne sont pas respectées, l'exploitant devra obligatoirement, dans les meilleurs délais mais au plus tard endéans un mois, introduire une prise de position en relation avec les faits constatés. Dans cette prise de position, devra figurer entre autres un échéancier détaillé et contraignant, renseignant sur les mesures et les délais envisagés pour satisfaire à l'intégralité des exigences.

- 2) Sans préjudice d'autres compétences de l'autorité compétente et compte tenu de l'envergure des déficiences éventuellement constatées par l'organisme agréé, l'autorité compétente peut s'opposer à une mise en exploitation de l'établissement.

13. Cessation d'activités

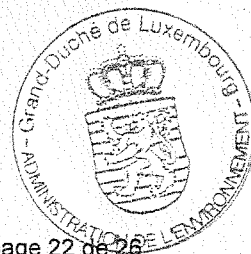
13.1. Les dispositions générales

- 1) La cessation des activités couvertes par le présent arrêté doit être annoncée à l'Administration de l'environnement dans les meilleurs délais mais au moins six mois au préalable. Dans ce contexte, l'exploitant doit fournir à l'Administration de l'environnement un inventaire détaillé des déchets encore entreposés à son établissement. Le cas échéant, il doit informer l'Administration de l'environnement de tout déchet qui constitue ou peut constituer un problème du point de vue de la valorisation et/ou élimination.
- 2) Après fermeture, preuve doit être fournie par l'exploitant par le biais d'un organisme agréé que le site est exempt de déchets ou de résidus provenant du traitement de déchets effectué par l'exploitant, au sens de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Les mêmes conditions sont applicables par analogie, préalablement à tout acte de vente, de légalisation ou de changement de propriétaire en général. La présente disposition ne concerne pas les déchets mis en décharge.
- 3) Le présent chapitre ne porte pas préjudice aux dispositions de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et notamment son article 13 point 7) concernant la déclaration de cessation d'activité prévue dans le cadre de cette loi.

13.2. La désaffectation du site

13.2.1. Les déchets acceptés à l'établissement au cours de l'exploitation normale

- 1) L'exploitant est responsable pour l'évacuation, la valorisation et/ou l'élimination appropriée des déchets ou autres résidus provenant du traitement de déchets effectué à l'établissement et encore entreposés sur le site. La fermeture de l'établissement ne porte pas préjudice à la présente disposition. La présente disposition ne concerne pas les déchets mis en décharge conformément aux prescriptions du présent arrêté,



- 2) Les règlements, normes, valeurs guides et règles de l'art applicables pour la valorisation et/ou l'élimination des déchets en question sont celles applicables au moment de la fermeture de l'établissement.

13.2.2. Les infrastructures et installations mises en oeuvre en relation avec le traitement de déchets

- 1) L'exploitant est tenu d'assurer le nettoyage et la démolition ou l'enlèvement des infrastructures ayant servi à l'exploitation du centre régional pour la gestion des déchets inertes vers des établissements de valorisation et/ou d'élimination appropriés. Les produits de nettoyage souillés par les déchets ou les résidus de déchets et, le cas échéant, les déchets provenant de la démolition des installations ou bâtiments doivent être, soit réutilisés ailleurs, soit être évacués vers des établissements de valorisation ou d'élimination appropriés. La présente disposition ne concerne pas les installations requises pour la gestion postérieure du site.
- 2) Les règlements, normes, valeurs guides et règles de l'art applicables pour la valorisation et l'élimination des déchets en question sont celles applicables au moment de la fermeture de l'établissement.

13.2.3. La remise en état du site

- 1) Nonobstant des dispositions du présent arrêté le site doit être remis en état, le cas échéant, conformément aux prescriptions d'autres autorités compétentes en la matière émanant notamment du département de l'environnement ou des travaux publics.
- 2) Le cas échéant, si des déchets sont utilisés pour subvenir aux besoins du point précédent (terres de remblayage, etc.), l'Administration de l'environnement doit être informée au préalable. Dans ce contexte, l'exploitant fournira à l'Administration de l'environnement des informations quant aux quantités et qualités de déchets envisagés à être utilisés ainsi qu'à leur provenance.
- 3) L'exploitant doit assurer le recouvrement de l'aire de la décharge par une couche de terre arable d'une épaisseur appropriée aux plantations éventuellement prévues. L'épaisseur minimale ne doit pas être inférieure à 30 [cm]. Aux endroits où des plantations arboricoles sont prévues, l'épaisseur de la couche de terre arable doit être de 50 [cm] au moins.

13.3. La gestion postérieure du site

13.3.1. Les dispositions générales

- 1) Après désaffectation définitive de la décharge, l'exploitant doit continuer à assumer la responsabilité de l'établissement. Il ne peut être libéré de cette responsabilité que sur demande expresse auprès de l'autorité compétente et ceci au plus tôt cinq ans après la désaffectation définitive de la décharge. En cas de constatations d'anomalies au cours du suivi, l'Administration de l'environnement doit en être informée immédiatement. L'exploitant est tenu de prendre les mesures compensatoires qui s'imposent.
- 2) Les plantations prévues sur l'aire de la décharge comme aménagement final, doivent être choisies en concertation avec les autorités compétentes, dont notamment l'administration de la nature et des forêts ainsi que, le cas échéant, l'administration des Ponts et Chaussées.

- 3) Les dispositions du présent chapitre s'appliquent par analogie pour les différentes phases d'exploitation de la décharge successivement fermées.

13.3.2. Les eaux

- 1) D'une façon générale et pour autant qu'applicable l'exploitant doit prendre les mesures techniques et opérationnelles nécessaires pour assurer que les eaux de surface, provenant du site de la décharge, continuent à être collectées et évacuées de façon contrôlée. Cette évacuation doit se faire de façon contrôlée et sans porter atteinte à l'environnement humain et naturel pendant toute la durée du suivi tel que revendiqué au point 13.3.1.1).
Le cas échéant, les eaux doivent être soumises à un traitement approprié.
- 2) Durant la phase de gestion postérieure, l'exploitant doit effectuer régulièrement, mais au moins deux fois par an, des analyses sur la qualité des eaux dans les bassins de dragage avoisinants. Ces analyses doivent porter au moins sur les paramètres afférents, déterminés à l'annexe II, point 2.3.2. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.
- 3) Pour le 31 janvier de l'année suivante, au plus tard, les résultats des analyses doivent être envoyés à l'Administration de l'environnement. Toutefois, au cas où les résultats des analyses montrent une anomalie quelconque, l'exploitant est tenu de faire parvenir les résultats à l'Administration de l'environnement dans les plus brefs délais avec indication des détails concernant la prise d'échantillons et des causes probables.
- 4) Le rapport mentionné au point précédent doit contenir en outre, des indications concernant les contrôles des tassements de la décharge (voir point 13.3.3 1)) ainsi qu'une appréciation générale de la situation de l'ensemble de l'établissement. Le cas échéant, des mesures spécifiques sont à préciser pour remédier à des situations où des phénomènes d'érosion ou de dégradation en général ont été constatés.
- 5) Le cas échéant et sur avis motivé, l'Administration de l'environnement peut prescrire à l'exploitant à faire des analyses régulières sur les eaux souterraines. Des dispositions spécifiques seront alors à rédiger pour préciser l'envergure des analyses ainsi que les normes, valeurs guides et modalités applicables.

13.3.3. L'aménagement final

- 1) L'exploitant est tenu de contrôler régulièrement mais au moins deux fois par an le comportement de tassement du corps de la décharge tout au long de la période telle que définie au point 13.3.1.1). En outre, les informations qui en proviennent devront être vérifiables, comparables et localisables.
Les plantations et autres aménagements finaux prévus sur la décharge désaffectée et endommagés par des tassements, glissements ou autres événements devront être renouvelés dans les meilleurs délais aux frais de l'exploitant.

14. Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident

- 1) Tout incident ou tout accident qui peuvent perturber le déroulement normal des activités, qui peuvent provoquer un arrêt d'une partie ou de l'ensemble de l'établissement, qui peuvent causer des dommages à la santé du personnel de l'établissement ou du voisinage ou qui peuvent mettre en cause la qualité de l'environnement doivent être notifiés dans les meilleurs délais et par des moyens



appropriés à l'Administration de l'environnement ainsi que, le cas échéant, aux autres autorités compétentes éventuellement concernées. En outre, l'exploitant doit avertir sans délai la Protection Civile. L'exploitant doit fournir à l'Administration de l'environnement, sous quinzaine, un rapport circonstancié sur les origines, les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour rallier à ces dernières et celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent plus.

15. Désignation d'une personne de contact chargée des questions d'environnement

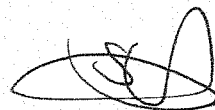
- 1) L'exploitant doit désigner un responsable et un remplaçant de ce dernier qui doivent pouvoir fournir à tout moment tous les renseignements demandés par les autorités compétentes. Les noms du responsable et du remplaçant sont à communiquer par écrit à l'Administration de l'environnement au plus tard le jour de la mise en service de l'établissement. Tout changement intervenant en la personne du responsable ou de son remplaçant est à signaler sans délai à l'Administration de l'environnement.

Article 2: Le présent arrêté est transmis en original la S.A. Recyma, 7, rue Alcide de Gaspéri, L-1013 Luxembourg pour lui servir de titre, et en copie:

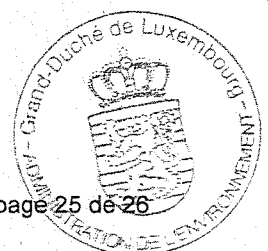
- à la S.A. Eneco, 22, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern pour information;
- aux administrations communales de HOSINGEN et CONSTHUM à toutes fins utiles.

Article 3: Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Le Ministre délégué au Développement
durable et aux Infrastructures,



Marco SCHANK



ANNEXE I

Liste des déchets admissibles à l'établissement

C.E.D. ⁽¹⁾	S ⁽²⁾	R/D ⁽³⁾	Dénomination
17 01 01		R5/D1	Béton
17 01 02		R5/D1	Briques
17 01 03		R5/D1	Tuiles et céramiques
17 01 07		R5/D1	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06 (<i>ne contenant pas de substances dangereuses</i>)
17 05 04		R5/D1	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 (<i>ne contenant pas de substances dangereuses</i>)
20 02 02		R5/D1	Terres et pierres

- (1) = Code européen de déchets conformément au règlement grand-ducal du 13 novembre 2002 remplaçant l'annexe I de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets et l'annexe IV du règlement grand-ducal du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux.
- (2) = Colonne réservée au symbole «*», indiquant que le déchet concerné constitue un déchet dangereux au sens du règlement grand-ducal modifiée du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux
- (3) = Mode de traitement des déchets en question conformément aux annexes II et III de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

